

(Version française)

**Question avec demande de réponse écrite E-003327/21**

**au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité  
Andreas Schieder (S&D), Nikolaj Villumsen (The Left), François Alfonsi (Verts/ALE), Günther Sidl (S&D), Bettina Vollath  
(S&D), Demetris Papadakis (S&D), Evin Incir (S&D), Brando Benifei (S&D)**

(25 juin 2021)

*Objet:* Arrestation de Kamran Ghaderi en Iran

M. Kamran Ghaderi est un homme d'affaires possédant la double nationalité autrichienne et iranienne. Lors de sa dernière entrée en Iran le 2 janvier 2016, il a été arrêté dès son arrivée à l'aéroport de Téhéran. Selon les autorités iraniennes, M. Ghaderi est un espion autrichien, ce qui justifierait son arrestation. À l'issue d'un procès douteux, M. Ghaderi a été condamné à 10 ans de prison. Ses proches rapportent qu'il a subi des actes de torture et des conditions de détention inhumaines, et qu'il se trouve dans des conditions sanitaires insoutenables. Le ministère autrichien des affaires étrangères a été informé de cette situation. Malheureusement, les tentatives visant à obtenir la libération de M. Ghaderi ont jusqu'à présent échoué.

1. Le vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (VP/HR) a-t-il connaissance de cette affaire et tentera-t-il de l'évoquer avec le gouvernement iranien?
2. Quelles mesures le VP/HR peut-t-il prendre pour obtenir la libération de M. Ghaderi?
3. Le VP/HR dispose-t-il de chiffres et d'informations concernant les arrestations de citoyens binationaux en Iran?

**Réponse donnée par le haut représentant/vice-président Josep Borrell au nom de la Commission européenne**

(10 août 2021)

L'UE suit le cas de M. Kamran Ghaderi et soutient pleinement les efforts déployés par le gouvernement autrichien, qui est directement chargé de cette affaire sur le plan consulaire.

Conformément à l'engagement pris par l'UE d'aborder tous les sujets de préoccupation avec l'Iran, le haut représentant/vice-président et la Commission continuent de plaider, dans le cadre des dialogues bilatéraux avec les autorités iraniennes, en faveur de la libération des binationaux UE-Iran détenus en Iran pour des motifs douteux.

Sur tous les aspects pertinents liés à la situation des binationaux UE-Iran en Iran, le haut représentant/vice-président et la Commission maintiennent une coordination étroite avec les États membres de l'UE, notamment avec ceux ayant une ambassade sur le terrain.